



Centre Meir Amit d'Information sur
les Renseignements et le
Terrorisme

8 mars 2011

Le Centre du Retour Palestinien est un centre londonien de propagande anti-israélienne, affilié au Hamas et aux Frères Musulmans, récemment interdit en Israël. Il promeut la demande de retour des réfugiés palestiniens comme moyen de modifier le caractère juif de l'Etat d'Israël et de torpiller le processus de paix. Des responsables du CRP sont impliqués dans l'envoi de flottilles et de convois d'aide dans la bande de Gaza ainsi que dans le transfert de fonds au Hamas.



Une des activités de propagande anti-israélienne du CRP consiste à organiser des conférences palestiniennes annuelles dans divers pays européens. Y sont prônés l'idéologie et l'agenda politique du Hamas et des Frères Musulmans auprès des communautés arabo-musulmanes d'Europe. Ci-dessus, Ismail Haniya, le chef de l'administration de facto du Hamas dans la bande de Gaza, à la septième conférence annuelle organisée à Milan en 2009 (Site Internet de la conférence palestinienne annuelle en Europe)

Aperçu général



Logo du CRP. La lettre R en surimpression sur un keffieh représente le mot "retour"; à l'intérieur se trouve une carte miniature de la "Palestine", symbole du but final, cf. l'établissement d'un Etat palestinien à la place de l'Etat d'Israël.

1. **Le Centre du Retour Palestinien (CRP) est un centre palestinien de propagande anti-israélienne, établi à Londres en 1996. Il est affilié au Hamas et aux Frères Musulmans et certains de ses responsables sont des activistes du Hamas qui ont trouvé refuge en Grande-Bretagne.**

2. Sa création découle du rejet des Accords d'Oslo, de la négation du droit de l'État Israël à exister ainsi que du concept du "droit" des réfugiés palestiniens et de leur descendants de retourner aux lieux abandonnés en 1948, le tout pouvant être utilisé comme un outil pour lutter contre Israël et le processus de paix. Le CRP organise des activités de propagande anti-israéliennes intensives en Grande-Bretagne, en Europe et dans d'autres pays. C'est un **acteur important dans le réseau d'organisations membres de la campagne internationale de délégitimation d'Israël.**

3. **En raison de ses relations sans équivoque avec le Hamas, telles que décrites ci-après, le CRP a été déclaré illégal en Israël.** Le 27 décembre 2010, les services de sécurité générale d'Israël ont annoncé dans un communiqué que le 5 décembre, le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a signé un **décret d'illégalité du CRP, qualifié "d'association illégale faisant partie du mouvement du Hamas"**. Le texte précisait ainsi que le CRP est une **branche organisationnelle et de coordination du mouvement du Hamas en Europe, et que ses activistes, qui sont de hauts responsables du Hamas, œuvrent pour promouvoir les objectifs du mouvement en Europe. Ils sont en contact direct avec les dirigeants du Hamas, y compris les chefs du mouvement à Damas.**¹

4. **Les activités du CRP se concentrent sur la diffusion et l'inculcation du message que tous les réfugiés palestiniens ont le "droit de retourner" en Israël (ils sont**

¹ Site Internet des services de sécurité générale, 29 décembre 2010, porte-parole de Tsahal, 27 décembre 2010.

estimés par le CRP à cinq millions). ² **Leur retour en Israël est représenté comme un "droit personnel et collectif sacré", ancré dans la loi internationale, que personne ne peut négocier ou céder.**

5. La demande du retour en Israël de millions de réfugiés est considérée par le CRP **non seulement comme une méthode avérée de sabotage de tout processus de paix, mais également comme un composant important dans une stratégie à long terme, qui mènera finalement à un changement de la nature démographique de l'État Israël comme Etat juif³ et servira l'objectif final d'établir un Etat palestinien islamique sur toute la "Palestine" (cf., le territoire de l'État Israël).** Le fait de se focaliser sur le "droit au retour" est le **dénominateur commun de toutes les organisations et individus autour du globe rejetant le modèle sioniste-israélien et est devenu la devise de la campagne anti-israélienne.** Ceux qui l'emploient **ignorent le fait qu'après la fondation de l'État d'Israël, des Juifs ont été expulsés ou se sont enfuis des pays arabes.**

6. **Le CRP a été fondé en 1996 pour rejeter les Accords d'Oslo et ce qu'ils symbolisaient.** Le fondateur et idéologue principal de cette organisation était apparemment Salman Abu Sitta, né dans une famille originaire de Beersheba installée dans la bande de Gaza. Membre indépendant du Conseil National Palestinien entre 1974 et 1993, il a étudié en Egypte et, de là, s'est rendu à Londres, où il a reçu un doctorat en génie civil de l'Université de Londres. **En 1993, opposé aux Accords d'Oslo, il a démissionné du Conseil National Palestinien, et en 1996, a fondé le CRP.** Il vit aujourd'hui aux États-Unis. Il n'appartient pas au CRP mais est actif dans la diffusion de la propagande anti-israélienne et la diffamation d'Israël en le comparant au nazisme.

7. **Au cours des quatorze ans de son existence, le CRP a acquis la réputation d'être un organisme idéologiquement très proche du Hamas et des Frères Musulmans en Grande-Bretagne** (foyer des activités politiques, médiatiques et économiques des Frères Musulmans en Europe). **Le CRP se garde d'avouer ouvertement ses liens étroits avec l'Islam extrémiste inspiré des Frères Musulmans, mais nos informations et les importantes quantités de preuves circonstancielle présentées dans cette étude corroborent l'existence de ces liens.**

² L'UNRWA, qui définit le concept de "réfugiés palestiniens" au sens le plus large, a annoncé 4,7 millions de personnes en 2008.

³ Des documents des négociations entre Israël et les Palestiniens sous l'ancien Premier ministre israélien Ehud Olmert révélés par la chaîne Al-Jazeera ont montré que l'Autorité Palestinienne était bien consciente de la signification réelle du "retour" des réfugiés en Israël. Mahmoud Abbas, à une rencontre avec un groupe d'entraide palestinien pour les négociations (NSU) a déclaré : "Au sujet du nombre des réfugiés, **il est illogique de demander à Israël de prendre 5 millions, ou en effet 1 million – ce qui signifierait la fin d'Israël.** Ils ont dit 5000 sur 5 ans" (Rapport de la rencontre entre Mahmoud Abbas et le NSU, 24 mars 2009).

8. Ainsi, l'idéologie islamique radicale du CRP et son organisation politique sont identiques à ceux des Frères Musulmans ; **les membres du conseil d'administration du CRP et ses hauts responsables ont joué ou jouent un rôle dans diverses institutions musulmanes affiliées aux Frères Musulmans en Grande-Bretagne** ; le CRP participe à des activités anti-israéliennes auxquelles assistent également des activistes importants des Frères Musulmans ainsi que d'autres groupes et organisations; **Zaher al-Birawi, haut responsable du CRP, est le directeur de programme et le principal présentateur de la chaîne de télévision londonienne affiliée aux Frères Musulmans** ; Subhi Salah, juriste égyptien et député des Frères Musulmans au Parlement égyptien jusqu'à 2010, était en même temps officieusement membre du CRP (selon son site Internet).

9. **Trois membres du conseil d'administration du CRP sont des activistes du Hamas qui ont trouvé refuge en Grande-Bretagne dans les années 1990. Ils ne reconnaissent pas leurs liens avec le Hamas**, afin selon nous d'éviter des complications avec la loi britannique : **Zaher al-Birawi**, président du conseil d'administration du CRP ; **Majed al-Zeer**, directeur général du CRP ; et **cheikh Majdi Akeel**, membre du conseil d'administration du CRP.⁴

10. Les trois activistes susdits du Hamas sont impliqués dans des activités anti-israéliennes visant à fournir au Hamas un soutien idéologique, politique et technique. Ainsi, **Zaher al-Birawi** œuvre pour l'envoi de convois dans la bande de Gaza par le biais de l'organisation de George Galloway, Viva Palestina, dans le but politique de renforcer l'administration *de facto* du Hamas. **Majed al-Zeer** a participé à des événements anti-israéliens dans des villes d'Europe et à Damas, en soutien au Hamas, à son agenda politique et à sa stratégie terroriste. **Cheik Majdi Akeel** est un activiste d'Interpal qui collecte des fonds pour le Hamas, qui a accompagné un des convois d'aide de Viva Palestina au Hamas dans la bande de Gaza⁵ (Voir l'Annexe II pour des informations sur les activistes du CRP). En plus de ces trois personnes, selon nos informations, **Arafat Madi Shukri**, le directeur opérationnel du CRP, est aussi un activiste du Hamas qui vit en Grande-Bretagne et qui est à la tête de l'ECESG (une association européenne qui envoie des flottilles dans la bande de Gaza).

11. **Conclusions supplémentaires sur la nature du CRP et son mode opératoire tels que révélés dans la rédaction de cette étude:**

⁴ Tous les trois sont inscrits comme des activistes du Hamas dans le communiqué des services de sécurité générale israéliens déclarant le CRP illégal en Israël (Site Internet des services de sécurité générale, 29 décembre 2010). Ils promeuvent activement l'idéologie du Hamas et soutiennent le mouvement financièrement, politiquement et au niveau de la propagande.

⁵ A ce sujet, voir notre article du 21 février 2010 intitulé "La Grande-Bretagne est un foyer des activités de propagande, politiques et juridiques du Hamas en Europe," à l'adresse http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/hamas_f097.pdf

1) **La position du CRP sur le "droit au retour" des réfugiés palestiniens est la suivante⁶**: Le retour des Palestiniens en Israël est un "droit" et pas une demande, selon les affirmations du CRP. L'adhésion au "droit au retour" promeut le but final de **"la restauration" de toute la terre de "la Palestine", de la Méditerranée au Jourdain, et l'établissement d'un Etat palestinien islamique à la place de l'État d'Israël.**⁷ Le retour de tous les réfugiés palestiniens en Israël aux lieux et dans les maisons où ils ont vécu en 1947-1948 est, selon le CRP, **"un droit personnel et collectif de base" et "un droit sacré"** ancré dans des traités internationaux⁸ et les livres saints des trois religions monothéistes. Ainsi, selon le CRP, **personne n'a le droit de renoncer au "droit au retour"** ou de conclure un compromis sur un retour partiel des Palestiniens. **En conséquence, le CRP rejette totalement le processus de paix, s'oppose à l'Autorité Palestinienne, qui est en pourparlers avec Israël au nom des Palestiniens et préconise la stratégie du Hamas consistant à "libérer la Palestine" par le jihad et la "résistance" [cf., le terrorisme et la violence] plutôt que par des négociations politiques.**

2) **La structure organisationnelle du CRP** : Par opposition à d'autres associations anti-Israéliennes, qui opèrent en réseaux, le CRP possède une **structure hiérarchique et d'importantes installations physiques et humaines basées à Londres**. Il est dirigé par un **conseil d'administration** composé de cinq personnes. Le Centre possède un **directeur général** et un centre qui emploie des **chercheurs et des propagandistes**. Ses bureaux sont situés au Centre-Nord de Londres dans un immeuble de bureaux partagé avec d'autres groupes (principalement palestiniens et musulmans).

⁶ La position israélienne est que les réfugiés palestiniens et leurs descendants n'ont pas "droit au retour" selon la loi internationale ou selon des sources traitant de la question spécifique des réfugiés palestiniens. Israël déclare aussi qu'il n'y a aucun précédent à une solution d'un conflit en cours entre deux groupes ethniques qui reconnaît le retour d'un d'entre eux sur le territoire d'un pays supposé les intégrer. De plus, il n'y a aucun précédent à une solution selon laquelle d'autres groupes ethniques mettent en œuvre leur droit à l'autodétermination d'une manière qui renversera les relations majoritaires-minoritaires d'un pays ou menacera de déstabiliser ce pays. C'est aussi la position d'Israël que les réfugiés palestiniens n'ont été ni réhabilités ni absorbés dans d'autres pays arabes parce que ces pays ne reconnaissent pas l'État Israël et il n'y a donc aucune justification à imposer l'intégration de ces réfugiés à Israël (Yaffa Zilberschatz et Namra Guron-Amitai, "Le retour des réfugiés palestiniens dans l'État d'Israël," (en hébreu), rédigé par le Prof. Ruth Gavison, publication Matzila, 2010, p. 14). Israël déclare également qu'il est impossible d'ignorer le problème des réfugiés juifs qui ont été expulsés des Etats arabes et intégrés par l'État d'Israël, la patrie des Juifs. Par opposition à beaucoup d'autres questions du conflit israélo-palestinien, celle-ci est acceptée par la majorité de la direction politique d'Israël et de la société israélienne.

⁷ Sur la base de données de l'UNRWA et du Bureau Central des Statistiques d'Israël (exactes en 2008), la mise en œuvre absolue du "droit au retour" des Palestiniens augmenterait potentiellement la population de l'État Israël de 62.6 %, et 50.9 % de la population serait arabe. Cela annulerait le Plan de Division de l'ONU de 1947 et saperait l'autodétermination juive et arabe ("palestinienne") comme pays séparés ("Le retour des réfugiés palestiniens," p. 33).

⁸ Les résolutions de l'ONU sur les Palestiniens n'accordent pas le "droit au retour" aux réfugiés palestiniens dans l'État d'Israël. La résolution principale, celle sur laquelle les Palestiniens fondent leurs réclamations, est la Résolution 194 III de l'Assemblée Générale de l'ONU, votée en 1948. Elle propose un moyen de mettre fin au conflit en établissant un comité de réconciliation. Tandis que le retour des réfugiés est mentionné, il fait partie d'un plan plus vaste et n'est pas "un droit" donné aux réfugiés, particulièrement au vu du fait que la résolution n'utilise pas le terme "droit". Des résolutions postérieures notent le droit des Palestiniens à l'autodétermination et le droit des Palestiniens à rentrer chez eux. Cependant, les résolutions 237 et 242 du Conseil de Sécurité, votées en 1967 et la résolution 338, votée en 1973, appellent à une juste solution au problème des réfugiés, mais ne mentionnent pas le "droit au retour". Les résolutions du Conseil de Sécurité et non les résolutions anti-Israéliennes votées par l'Assemblée Générale, sont celles qui lient Israël et les Palestiniens, du fait que les Accords d'Oslo, signés par les deux parties, accordent aux résolutions statut de force de loi ("Le retour des réfugiés palestiniens", p. 10).

Ci-après son adresse et ses coordonnées :

Le Centre du Retour Palestinien (CRP)

100H Crown House

North Circular Road

London NW10 7PN

The United Kingdom

Tel. No.: 00 44 (0) 2084530919

Fax: 00 44 (0) 2084530994

Email: info@CRP.org.uk



Bureau du CRP au Nord de Londres
(De l'émission de la 10^{ème} chaîne israélienne "Source", 25 août 2010)

3) **Soutien du CRP au terrorisme et aux organisations terroristes** : Afin d'éviter des complications avec les autorités britanniques, le CRP est généralement prudent, particulièrement en publiant des communiqués en anglais, à ne pas explicitement soutenir des activités terroristes et des organisations terroristes comme le Hamas et le Hezbollah. **Cependant, dans ses communiqués en arabe, destinés à des publics arabo-musulmans, le CRP est moins prudent et exprime souvent la solidarité avec la campagne terroriste palestinienne ("l'intifada Al-Aqsa"), le jihad du Hamas et la direction du Hamas.** Ainsi, à l'occasion de ses conférences européennes annuelles, que le CRP a organisées depuis 2003, Ismail Haniya, le chef de l'administration du Hamas, a prononcé un discours à trois reprises. Les conférences **soutiennent l'option de la "résistance" et du jihad** (cf., du terrorisme) et **saluent les chahids, les blessés et les détenus des organisations terroristes.** Les publications du CRP soutiennent le jihad ainsi que la "résistance" et glorifient les chahids tués pendant les attaques terroristes palestiniennes, notamment le fondateur et leader du Hamas Ahmed Yassin.

De plus, le CRP a organisé une campagne de solidarité avec l'intifada Al-Aqsa⁹ ; **Majid al-Ziyad**, haut responsable du CRP, a participé à la conférence de Damas en Novembre 2008, vouée à "la culture de la résistance" (cf., la culture du terrorisme). Interviewé par la télévision Al-Jazeera le 29 mai 2010, il a souligné le besoin de "résistance militaire" [cf., le terrorisme] en "Palestine". **Dr. Daoud Abdallah**, haut responsable du CRP, a participé à la conférence d'Istanbul en 2009 et a signé une déclaration de soutien au jihad ("La déclaration d'Istanbul").¹⁰

4) **Vue d'ensemble des activités du CRP :**

i) Depuis son établissement, **le CRP s'est distingué parmi les organisations anti-israéliennes impliquées dans des activités de propagande intensives visant à inculquer l'idée du "droit au retour", et à diffamer Israël en le qualifiant d'Etat "d'apartheid"**. Il cherche aussi à transformer Israël en un État paria en l'accusant de "purification ethnique" de la population "palestinienne", dans le passé et au présent (le CRP a même publié un livre intitulé "Purification ethnique de la Palestine »). La campagne de propagande anti-israélienne vicieuse du CRP touche la Grande-Bretagne, l'Europe continentale et d'autres pays du monde.

ii) Le CRP a **trois publics-cibles principaux en Grande-Bretagne : les politiciens britanniques**, particulièrement au Parlement, où il est principalement en contact avec des membres du parti travailliste ; les **étudiants**, aux côtés desquels les activistes du CRP participent à des événements liés au conflit et prononcent des discours anti-israéliens ; le **public britannique** en général, particulièrement l'élite sociale et culturelle. Les activistes du CRP participant à des événements comme la "Journée de Jérusalem", la "Journée de la Naqba", réagissent publiquement aux développements du conflit israélo-palestinien et organisent des manifestations et des défilés à Londres ainsi que dans d'autres villes de Grande-Bretagne. De plus, le CRP organise des conférences, des ateliers et des séminaires. Il produit des films, édite plusieurs publications et dirige un centre culturel palestinien à Londres.

iii) Depuis 2003, **le CRP organise une conférence européenne anti-israélienne annuelle appelée "la conférence annuelle des**

⁹ Dans une vidéo de promotion produite par le CRP et publiée sur son site Internet et sur YouTube. Le narrateur déclare que le CRP a organisé "une campagne de solidarité avec l'intifada Al-Aqsa". Nous n'avons aucune information supplémentaire au-delà de ce qui apparaît dans la vidéo.

¹⁰ Suite à la signature de la déclaration d'Istanbul par le Dr. Abdallah, haut responsable du CRP, les autorités britanniques ont exigé qu'il démissionne de son poste de directeur général adjoint d'une organisation musulmane appelée le Conseil Musulman de Grande-Bretagne (MCB), soutenue par le gouvernement britannique. Elles ont affirmé qu'il avait représenté le MCB à la conférence. Il a rejeté la demande, prétendant avoir signé la déclaration en son nom et non en celui du MCB. Après l'incident, les autorités britanniques ont mis fin au soutien gouvernemental du MCB.

Palestiniens en Europe". Les conférences ont lieu en présence d'activistes du CRP, de représentants des communautés arabes et musulmanes d'Europe, d'activistes et de représentants du Hamas ainsi que des Frères Musulmans et de représentants des fonds européens qui financent le Hamas. Leur ordre du jour et les thèmes qui y sont développés tournent autour de l'inculcation de l'idée que le "droit au retour" est "sacré," et qu'aucun Palestinien ne peut y renoncer. Les conférences nient le droit de l'État d'Israël à exister, s'opposent vivement au processus de paix et soutiennent le jihad ainsi que la "résistance" (cf., le terrorisme). **Ismail Haniya, le chef de l'administration *de facto* du Hamas dans la bande de Gaza, a prononcé des discours retransmis en simultanément à trois des conférences**, en raison de l'interdiction de séjour dont il fait l'objet dans certains pays européens (où le Hamas est considéré comme une organisation terroriste).

iv) **Sur la scène internationale**, le CRP participe à des conférences sur le conflit palestino-Israélien et la question des réfugiés, dont des conférences organisées par les **Nations-Unies**. Le CRP profite de ces événements pour présenter Israël comme un "pays d'apartheid" et un "pays raciste", et diffuser de la propagande prônant le "droit au retour". **Les activistes du CRP et leurs activités étaient au premier plan de la conférence de Durban de l'ONU en 2001**, qui a servi de plate-forme à des attaques contre la légitimité d'Israël et au lancement d'une campagne de haine contre l'Etat hébreu.

v) **Activités anti-Israéliennes prévues par le CRP en 2011** : certaines concernent la Grande-Bretagne, d'autres divers pays européens. Elles comprennent la conférence annuelle des Palestiniens en Europe, un rassemblement en Janvier à Londres pour marquer le deuxième anniversaire de l'Opération Plomb Durci, une conférence internationale à Londres en Janvier sur la "Naqba", environ 30 événements sur les prisonniers palestiniens, la discussion d'un projet pour coordonner l'activité palestinienne en Occident etc.

5) **Formulation d'une stratégie médiatique pour attaquer la légitimité d'Israël** : A l'occasion de sa troisième conférence annuelle, organisée à Vienne en 2005, **le CRP a formulé une stratégie médiatique consistant à inculquer le concept du "droit au retour" et à saper la légitimité de l'État d'Israël auprès de larges publics-cibles en Europe**. Les ateliers de la conférence ont proposé les tactiques suivantes : souligner la "valeur de la justice" (terme familier aux oreilles européennes) comme outil pour créer un sens de solidarité européenne avec la

demande palestinienne de faire revenir les réfugiés en Israël ; utiliser des slogans courts et faciles à retenir ; utiliser les publications de nouveaux historiens ; augmenter le nombre de manifestations ; souligner la distinction entre le Judaïsme et "le projet sioniste", (Voir Annexe IV), etc. **Les décisions prises à la conférence sont importantes parce qu'elles sont mises en œuvre à ce jour par le CRP et d'autres organisations anti-israéliennes membres de la campagne mondiale de délégitimation d'Israël.**

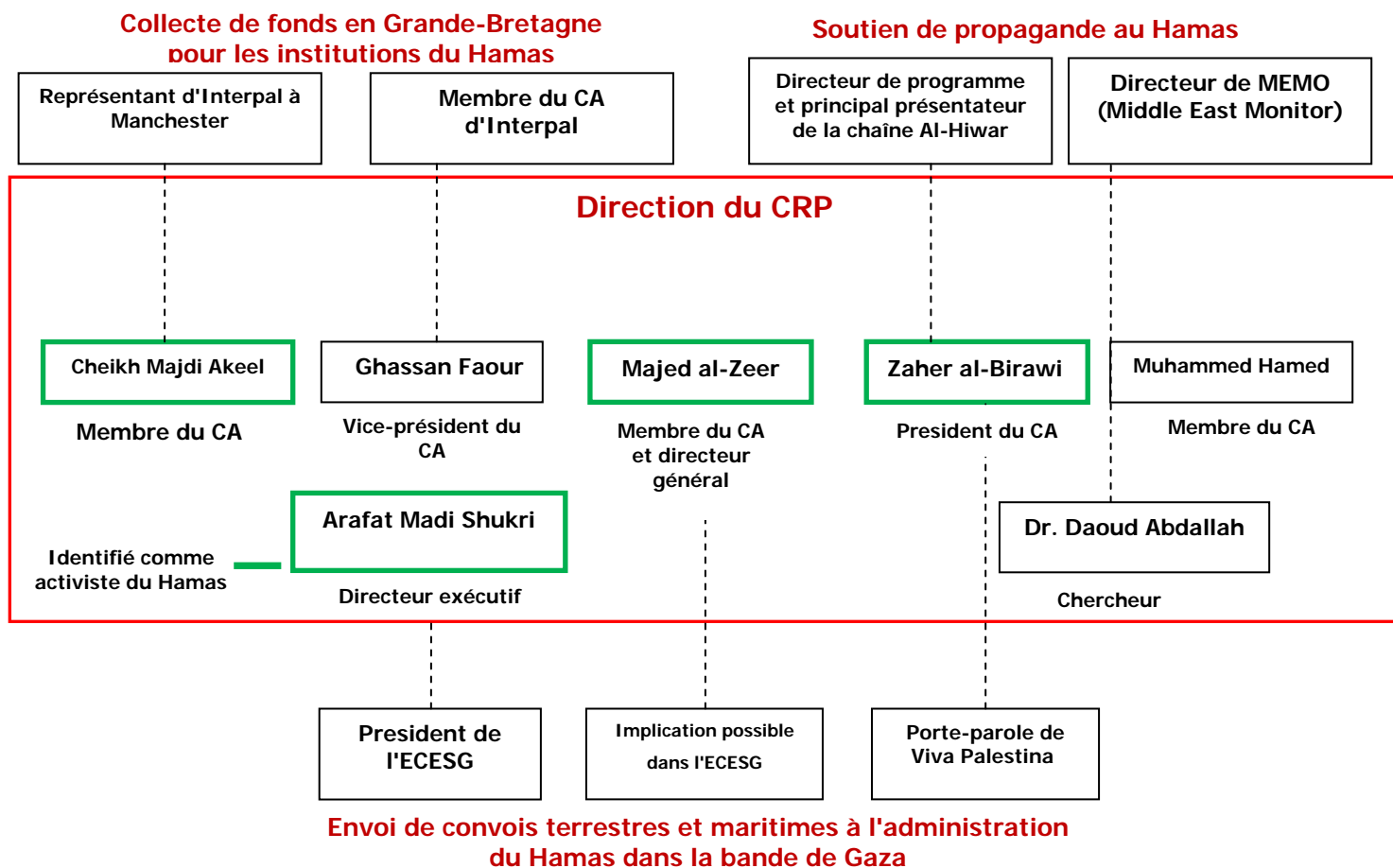
6) **Financement du CRP et de ses vastes activités** : Par opposition à d'autres organisations membres de la campagne mondiale de délégitimation d'Israël, le CRP entretient une présence physique et humaine substantielle. Le fait d'établir, de maintenir et de financer son vaste réseau physique et humain, **demande, selon nous, de très importantes ressources financières.** Le CRP affirme être financé par des donations de particuliers. Cependant, selon nous, même si cela ne peut pas être prouvé, **le CRP a d'autres sources de financement à sa disposition, notamment des Frères Musulmans et/ou de fonds proches du Hamas.**

12. **Les hauts responsables du CRP, dont des activistes du Hamas, occupent des postes dans d'autres groupes et organisations qui diffusent de la propagande anti-israélienne, transfèrent des fonds au Hamas et envoient des convois terrestres et maritimes à Gaza.** Certaines des organisations sont affiliées aux Frères Musulmans et une à l'extrême-gauche britannique.

13. Les responsables du CRP sont **profondément impliqués au sein de l'ECESG et de Viva Palestina**, deux organisations qui font des contributions significatives aux projets de convois terrestres et maritimes pour Gaza. Ainsi, le **Dr. Arafat Madi Shukri, directeur des opérations du CRP, est aussi le président de l'ECESG, un réseau européen qui envoie des convois maritimes. Majed al-Zeer est également apparemment impliqué dans l'activité de l'ECESG. Zaher al-Birawi, activiste du Hamas, est le président du conseil d'administration du CRP, le porte-parole (et selon nous un agent de liaison avec le Hamas) des convois organisés par Viva Palestina, l'organisation de l'ancien député britannique d'extrême-gauche George Galloway.** De plus, deux importants activistes du CRP, Ghusan Faour et l'activiste du Hamas cheik Majdi Akeel, sont des **personnages-clés d'Interpal**, un fonds britannique qui est un composant important dans l'effort de levée de fonds international du Hamas ; Interpal a été désigné institution soutenant le terrorisme aux États-Unis et proscrit aux USA ainsi qu'en Israël.¹¹

¹¹ **Interpal** était membre de "l'Union of Good", une association d'une douzaine de fonds et fondations islamiques dans le monde entier qui transfère de l'argent au Hamas. La commission de bienfaisance anglaise, qui contrôle les organisations caritatives de Grande-Bretagne, a exigé qu'Interpal cesse complètement ses liens avec l'Union of Good (et selon le responsable d'Interpal Issam Yousef, elle l'a fait en Mars 2009).

Liens de responsables du Hamas à des groupes et organisations britanniques soutenant le Hamas



Note méthodologique

14. Plusieurs difficultés découlaient de l'analyse du CRP, qui, à l'instar d'autres organisations de ce type, **dissimule les informations pouvant révéler sa vraie nature comme branche du Hamas et des Frères Musulmans. Dans les nombreuses publications du CRP, il est peu aisé de trouver des informations fiables sur sa structure, ses activistes, ses sources de financement et ses liens avec le Hamas et les Frères Musulmans.** Le CRP est en effet prudent et cherche à ne pas se faire remarquer des autorités de Grande-Bretagne et d'autres pays européens dans lesquels il opère.

15. **L'analyse du CRP se fonde sur plusieurs sources** : Les propres publications de l'organisation et ses communiqués de presse, des clips vidéo des conférences du CRP et de ses activités, des informations publiées dans la presse internationale, des entretiens de ses activistes, etc. De plus, pour comprendre ce que le "droit au retour" signifie vraiment pour le CRP, plusieurs de ses textes en anglais et en arabe ont été analysés, y compris **un livre (en**

arabe) publié par l'organisation documentant la plupart de ses conférences européennes annuelles.

16. Afin de comprendre le CRP et ses hauts responsables, nous avons examiné le passé, les actions et les positions de ses leaders. **Nous avons constaté que plusieurs d'entre eux entretiennent des liens étroits avec le Hamas et les Frères Musulmans, dans le passé comme au présent.** Nous avons aussi examiné les rapports entre le CRP et d'autres organisations et avons constaté qu'**il collabore avec d'autres organisations affiliées au Hamas et aux Frères Musulmans, particulièrement en Grande-Bretagne** et avec des groupes et des individus britanniques affiliés à l'extrême gauche, qui partagent un ordre du jour anti-israélien commun.

17. Cette étude examine la position du CRP sur le "droit au retour". Pour mettre en avant la signification politique de cette position dans le contexte global du conflit palestinien-israélien, **nous présentons plusieurs exemples, en notes de bas de page, de la position israélienne officielle.** Pour présenter la position israélienne, nous avons utilisé un document publié en 2010 par le Prof. Ruth Gabison appelé "Le retour des réfugiés palestiniens dans l'État Israël".

Sommaire

18. Cette étude examine le CRP comme suit :

- 1) Nature des activités du CRP
- 2) Portrait des responsables du CRP
- 3) Collaboration du CRP avec des organisations membres de la campagne mondiale de délégitimation de l'État d'Israël
- 4) La campagne de délégitimation d'Israël reflétée dans les conférences palestiniennes annuelles du CRP en Europe
- 5) Incitation anti-israélienne et soutien au terrorisme comme exprimé dans l'organe du CRP "Le Retour" (en arabe et en anglais)
- 6) Les Frères Musulmans et leurs activités en Grande-Bretagne comme une structure pour les activités du CRP

**L'annonce déclarant le CRP illégal en Israël
(Site Internet des services de sécurité générale,
www.shabak.gov.il¹²)**

Le 5 décembre 2010, le ministre israélien de la Défense a signé un ordre désignant le Centre de Retour Palestinien organisation interdite en Israël.

Le Centre, qui a été établi à Londres en 1996, a annoncé officiellement que son activité visait exclusivement à servir la cause des réfugiés palestiniens. **Cependant, en réalité, il sert de bras organisationnel et de coordination du mouvement du Hamas en Europe. Ses activistes, qui sont des personnalités du Hamas, œuvrent à promouvoir les objectifs du mouvement en Europe et sont en contact direct avec les dirigeants du Hamas, y compris les chefs du mouvement à Damas. Le Centre est dirigé par divers activistes du Hamas, dont Majed al-Zeer, Zaher Birawi et Majdi Akeel, de même que Ghassan Faour, également membre du conseil d'administration d'Interpal. Interpal a été désignée organisation terroriste par Israël et par les États-Unis en raison de son rôle dans le réseau mondial de financement du Hamas.**

Ces dernières années, le Centre a joué un rôle cardinal dans la Campagne Européenne contre le Siège de Gaza (ECESG) dirigée par Arafat Mahdi, un de ses activistes majeurs, qui a été impliqué dans la planification des violents événements de la flottille du Mavi Marmara en Mai 2010. **Ces actions ont été entreprises en collaboration avec l'IHH turque et d'autres fonds du Hamas en Europe et ailleurs.**

De plus, le Centre a été impliqué dans l'initiative et l'organisation d'activités violentes et radicales contre l'État Israël en Europe, activités censées porter atteinte au statut d'Israël dans l'opinion publique européenne. À cette fin, le Centre a organisé des conférences dans plusieurs pays européens auxquelles ont assisté non seulement ses propres activistes, mais également des **activistes du Hamas et des Frères Musulmans du monde entier**, y compris des représentants de fondations qui soutiennent le Hamas en Europe, et des représentants du Hamas de la bande de Gaza.

Ces dernières années, des discours enregistrés ont été diffusés aux conférences, prononcés par les hauts responsables du Hamas, y compris Ismail Haniya, le chef de l'administration du

¹² La version française de l'annonce a été traduite par le Centre Meir Amit. En réponse à la mise hors la loi du CRP en Israël, MEMO (une organisation anti-israélienne londonienne dirigée par le Dr. Daoud Abdallah, haut responsable du CRP) a publié un communiqué. Selon le texte, le CRP "est une organisation britannique légitime" et le CRP et d'autres organisations pro-palestiniennes opérant en Grande-Bretagne "n'ont jamais fonctionné au-dessous du radar des autorités de sécurité et d'antiterrorisme britanniques, du gouvernement et du régulateur des organismes de bienfaisance. Il s'agit d'organisations bien connues dirigées par des personnes bien connues ; elles accueillent des conférences très en vue et des séminaires aux Chambres du Parlement et c'est précisément à cause d'une telle franchise qu'elles se sont attirées le support populaire non seulement en Grande-Bretagne, mais aussi en Europe" (MEMO, 31 décembre 2010).

Hamas dans la bande de Gaza, interdit de séjour en l'Europe en raison du caractère illégal du mouvement sur le vieux continent.

Les activités du Centre du Retour Palestinien font partie des activités du Hamas dans les communautés palestiniennes en Europe en général et en Grande-Bretagne en particulier. Elles découlent de la stratégie globale lancée par le Hamas dans le monde entier en vue du soutien à ses activités dans l'arène palestinienne interne. De ce fait, comme on l'a vu, le 5 décembre 2010, le ministre israélien de la Défense a proscrit le Centre de Retour Palestinien puisqu'il fait partie du Hamas.

(Note : Introduction d'une étude qui apparaît en entier sur le site Internet en hébreu. La traduction française sera publiée dans un proche avenir.)